L'envoyé spécial de l'ONU pour le Burundi de nouveau à Bujumbura

RFI, 01-11-2017 AprÃ¨s une premiÃ¨re visite de courtoisie dans le pays en juin dernier, l'ancien prÃ©sident burkinabÃ¨ Michel Kafando est arrivÃ© trÃ¨s discrÃ¨tement dans la capitale burundaise pour une nouvelle mission de bons offices aprÃ¨s avoir rencontrÃ© tout aussi discrÃ¨tement au cours des derniÃ¨res semaines le facilitateur dans la crise burundaise, Benjamin Mkapa, Ã Dar es-Salaam, ainsi que l'opposition burundaise en exil Ã Bruxelles.Â [PhotoÂ : Michel Kafando (g) reÃ§u lundi par le ministre burundais des Relations extÃ©rieures, Alain-AimÃ© Nyamitwe (d).]

Salaam, ainsi que l'opposition burundaise en exil Ã Bruxelles. Mais sa mission s'annonce pÃ©rilleuse, d'autant qu'aucune avancÃ©e n'a Ã©tÃ© signalÃ©e jusqu'ici dans la crise burundaise. Michel Kafando est entrÃ© dans le vif du sujet mardi 31 octobre, en rÃ©servant lundi sa premiÃ¨re visite au ministre burundais des Relations extÃ©rieures, Alain-AimÃ© Nyamitwe. Michel Kafando ne va pas en rester lÃ , il devrait rencontrer tour Ã tour tous les protagonistes du conflit burundais et autres groupes de pression prÃ©sents sur place, notamment les confessions religieuses, les partis politiques, la sociÃ©tÃ© civile et le corps diplomatique, avant de quitter le Burundi dans trois jours. Son objectif est simple sur le papier, Â«Â faire le point sur la situation au Burundi et tenter de faire avancer un processus de sortie de crise totalement en panneÂ Â», selon des sources diplomatiques. Mais les observateurs lui donnent trÃ¨s peu de chances de rÃ©ussite. Officiellement, le rÃ´le de l'ancien prÃ©sident burkinabÃ¨ est d'appuyer la mÃ©diation initiÃ©e par la rÃ©gion, menÃ©e par l'ancien prÃ©sident tanzanien Benjamin Mkapa sous la supervision du prÃ©sident ougandais, Yoweri Museveni. Mais ce dialogue de sortie de crise est totalement en panne depuis plus d'une annÃ©e suite au refus catÃ©gorique du gouvernement burundais de nÃ©gocier avec son opposition en exil, malgrÃ© les appels rÃ©pÃ©tÃ©s de la communautÃ© internationale. Et aprÃ¨sÂ son retrait de la CPI, Bujumbura vient de lui lancer un nouveau dÃ©fi, en entamant il y a quelques jours un processus de rÃ©vision de la Constitution, qui va ouvrir la voie Ã un quatriÃ¨me mandat pour le prÃ©sident Pierre Nkurunziza. De quoi compliquer encore plus la tÃ¢che de l'envoyÃ© spÃ©cial de l'ONU.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});